

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix-Travail-Patrie*

-----  
MINISTÈRE DES FINANCES

-----  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

-----  
DIVISION DE LA REFORME BUDGETAIRE

-----  
CELLULE DE LA CONSOLIDATION DES COMPTES  
BUDGETAIRES



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace-Work-Fatherland*

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTORATE GENERAL OF BUDGET

-----  
DEPARTMENT OF BUDGET REFORMS

-----  
BUDGETARY ACCOUNTS CONSOLIDATION  
UNIT

# RAPPORT

ANNUEL DE SUIVI DU CALENDRIER  
BUDGETAIRE 2025

Janvier 2026

# Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION</b>  | <b>3</b>  |
| <b>I. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU CALENDRIER BUDGETAIRE</b>   | <b>4</b>  |
| I.1 ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU CALENDRIER BUDGETAIRE EN 2025   | 4         |
| I.2 RESPECT DES DATES CLES DE L'EXECUTION DU BUDGET EN 2025  | 9         |
| <b>II. DIFFICULTES ET PERSPECTIVES</b>   | <b>11</b> |
| II.1 DIFFICULTES   | 11        |
| II.2 PERSPECTIVES  | 11        |
| <b>III. RECOMMANDATIONS</b>  | <b>11</b> |
| III.1 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DE LA DGB-MINFI  | 11        |
| III.2 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DES ADMINISTRATIONS<br>SECTORIELLES ET INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES | 12        |
| <b>CONCLUSION</b>  | <b>12</b> |

## INTRODUCTION

La loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques dispose dans son article 55 (2) que « *l'élaboration des projets de loi de finances se déroule selon un calendrier et modalités fixées par voie réglementaire* ». En réponse à cette exigence légale ci-dessus rappelée, le Président de la République a signé le 31 mai 2019 le **décret N° 2019/281 fixant le calendrier budgétaire de l'Etat**. Ce décret vient non seulement circonscrire et préciser le périmètre d'intervention des différents acteurs de la chaîne de la préparation du budget, mais aussi précise les délais de réalisation de chacune des différentes étapes. Il ambitionne ainsi de résoudre les problèmes de retard très souvent constatés avant sa signature. Le décret précise que ledit calendrier « *détermine les grandes étapes du processus annuel d'élaboration du budget de l'Etat et des autres entités publiques, identifie les institutions et structures responsables de ces étapes et arrête les dates clés de l'exécution du budget en établissant le calendrier de réalisation des activités y relatives.* »

En droite ligne avec les dispositions de l'article 5 du décret cité ci-dessus, le processus d'élaboration du projet de loi de finances s'articule autour de quatre (04) principales phases, à savoir :

**La phase préparatoire** qui vise à faire un état des lieux sur les réalisations antérieures et les projections en vue de l'élaboration du projet de loi des finances. La phase préparatoire consiste en la revue des activités, la revue des projets d'investissement public et la revue de la performance.

**La phase de cadrage macroéconomique et budgétaire** qui consiste à l'élaboration des projections triennales initiales des dépenses et l'élaboration, l'actualisation et la finalisation des cadres de dépenses à moyen termes (CDMT) et des cadres budgétaires à moyen termes (CBMT).

**La phase de préparation détaillée du budget** quant à elle se réduit à préparer les projets de budget et les projets de performance annuelle (PPA) des administrations ainsi que leurs rapports annuels de performance (RAP) de l'année N-1.

**La phase de finalisation et d'approbation** qui finalise le projet de loi de finances, et des documents annexes prévus aux articles 14 et 15 de la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 susvisée.

Le **processus d'exécution du budget** démarre une fois la phase d'élaboration achevée et est encadrée par quelques dates clés prévues par le calendrier budgétaire.

Le respect des délais réglementaires dans l'élaboration et le dépôt du projet de budget au Parlement participe aussi à susciter le débat citoyen et à donner suffisamment du temps à la représentation nationale pour mieux examiner ledit projet de loi de finances. Il est également un indicateur en matière de transparence budgétaire et l'indicateur du programme 034 : Gestion budgétaire de l'Etat, piloté par la Direction Générale du Budget. Afin de disposer et de déposer à temps du projet de loi de finances et ses annexes au Parlement, il est impératif de suivre la mise en œuvre du calendrier budgétaire de l'Etat dans le temps. En somme, il s'agit de faire une évaluation après chaque trimestre de la mise en œuvre du calendrier budgétaire aux fins de déceler des probables dysfonctionnements et de suggérer des éventuelles améliorations.

Le présent rapport s'articule autour de trois points essentiels à savoir : l'état de mise en œuvre du calendrier budgétaire (I), les difficultés rencontrées et les perspectives (II) et les recommandations (III).

## **I. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU CALENDRIER BUDGETAIRE**

### **I.1 ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU CALENDRIER BUDGETAIRE EN 2025**

Au cours de **l'année 2025**, toutes les dix-neuf (19) activités attendues ont été réalisées, soit un taux de réalisation de 100%. Toutefois, cinq (05) activités seulement ont été réalisées dans les délais règlementaires, soit un taux de réalisation de 26,3%. Quatorze (14) activités ont été réalisées hors délais règlementaires. Le véritable problème qui se pose reste que ces activités sont menées avec beaucoup de retard étant donné que les délais fixés dans le calendrier budgétaire ne sont pas respectés. Par conséquent, ce dysfonctionnement est de nature à impacter l'ensemble du processus de préparation du projet de loi de finances, y compris son dépôt à temps au Parlement.

**Etat de mise en œuvre du Calendrier Budgétaire en 2025**

| Phases   | Etapes  | Délais réglementaires   | Etat de mise en œuvre  | Observations  |
|--|---|-------------------------|--|---|
| Phase préparatoire                             | La revue des activités des administrations publiques (art 9)                                  | 28 février              | <b>Réalisée</b><br><b>Lancement officiel le 03 février 2025</b><br><br>Accompagnement des administrations <b>du 03 au 28 février 2025</b><br><br>Travaux d'examen et de validation des rapports de revue des activités des administrations publiques <b>du 03 au 14 mars 2025</b>              | Cette activité a débuté à temps mais s'est achevée hors délais ( <b>un retard de 14 jours</b> ) |
|  | La revue des projets d'investissement public (art 12)   | 31 mars                 | <b>Réalisée le 03 avril 2025</b> au cours de la neuvième session du Comité Technique Interministériel d'Experts (COTIE)  | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 03 jours</b> )                                  |
|  | La revue de la performance (art 15)   | 31 mars                 | <b>Réalisée</b><br><br>Les travaux d'accompagnement des administrations à l'élaboration de leurs RAP pour l'exercice 2024 par les équipes du MINFI se sont déroulés <b>du 27 février au 18 mars 2025</b><br><br>Conférences d'examen des RAP 2024 se sont tenues <b>du 21 au 28 avril 2025</b> | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 28 jours déjà</b> )                             |
| Phase de cadrage macroéconomique et budgétaire | Les projections triennales initiales de dépenses (art 20)                                     | 15 avril                | <b>Réalisée</b><br><br>Activité réalisée en <b>mars</b> au sein des administrations avant l'élaboration des CDMT initiaux  | Activité réalisée dans les délais réglementaires  |
|  | Elaboration des cadrages macroéconomique et budgétaire à moyen terme (art 20, 25, 26, 27, 28) | 31 mai première version | <b>Réalisée</b><br><br>L'accompagnement des administrations à l'élaboration des CDMT a débuté le <b>21 avril 2025</b><br><br>L'atelier de lancement des conférences d'examen des CDMT initiaux a eu lieu le <b>25 avril 2025</b>   | Activité réalisée dans les délais réglementaires  |

| Phases   | Etapes   | Délais réglementaires  | Etat de mise en œuvre  | Observations   |
|--|--|--|--|--|
|  |  |  | Les conférences de validation technique des CDMT initiaux 2025-2027 se sont déroulées du <b>7 au 13 mai 2025</b>   |  |
|  |  | 10 juin validation conseil de cabinet  | <b>Réalisée</b><br>Le conseil de cabinet a eu lieu le <b>24 Juin 2025</b> pour les documents de cadrages avant leur transmission pour le DOB   | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 14 jours</b> )               |
|  |  | 20 juin transmission du DPEB au Parlement-DOB                                  | <b>Réalisée</b><br>Le DPEP 2026-2028 a été transmis au Parlement le <b>1er juillet 2025</b> pour la tenue du DOB le 07 juillet 2025  | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 11 jours</b> )               |
|  |  | 25 juin signature de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget | <b>Réalisée</b><br>Circulaire présidentielle signée le <b>18 juillet 2025</b>  | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 23 jours</b> )               |
|  | Tenue du Débat d'Orientation Budgétaire (art 29)   | Pendant la session de juin   | <b>Réalisée</b><br>Le DOB s'est tenu le <b>7 juillet 2025</b> lors de la session parlementaire de juin   | Activité réalisée dans les délais réglementaires                             |
| Phase de cadrage macroéconomique et budgétaire | Consultations publiques sur les mesures fiscales et non fiscales à introduire dans le projet loi de finance (art 32) | 15 juillet   | <b>Réalisée</b><br>Une réunion d'examen des propositions du Barreau du Cameroun dans le cadre de la préparation de la loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 s'est tenue le <b>13 octobre 2025</b> | Activité réalisée hors délais réglementaire ( <b>un retard de 90 jours</b> ) |
|  | Actualisations des programmations initiales des dépenses et transmission des CDMT (art 30)                           | 15 juillet   | <b>Réalisée</b><br>Atelier d'examen et de validation des CDMT des administrations a été organisé du <b>4 au 9 septembre 2025</b>   | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 51 jours</b> )               |
|  | Tenue de la conférence élargie de programmation et de performance associée (art 31)                                  | fin juillet  | <b>Réalisée</b><br>Tenues des conférences élargies   | Activité réalisée hors délais ( <b>un retard de 35 jours</b> )               |

| Phases  | Etapes   | Délais réglementaires              | Etat de mise en œuvre   | Observations  |
|---|--|------------------------------------|---|---|
|   |  |                                    | du 4 au 11 septembre 2025   |   |
|   | Actualisation des cadrages macroéconomiques et budgétaire (art 33) | 15 août                            | Réalisée<br>Actualisés au terme des Conférences élargies de Programmation Budgétaire et de la Performance Associée, édition 2025, tenues du 4 au 11 septembre 2025                | Activité réalisée hors délais (un retard de 20 jours)               |
| Phase de Préparation détaillée du budget et des documents | Notification des plafonds de dépenses annuelles (art 34)           | 20 août                            | Réalisée<br>Activité réalisée le 29 novembre 2025   | Activité réalisée hors délais (un retard de 101 jours)              |
|   | Conférences budgétaires (art 37)                                   | 20 septembre                       | Réalisée<br>Tenues du 2 au 8 novembre 2025  | Activité réalisée hors délais (un retard de 42 jours)               |
|   | Finalisation du projet de loi de finances (art 39)                 | Dernier jeudi du mois de septembre | Réalisée<br>Finalisé le 30 octobre 2025 lors de la réunion de Cabinet présidée par le PM  | Activité réalisée hors délais (un retard de 35 jours)               |
| Phase de finalisation et d'approbation                    | Transmission du projet de loi de finances au parlement (art 40)    | 15 octobre                         | Réalisée<br>Le projet de loi de finances 2026 du Cameroun a été déposé à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 2025  | Activité réalisée hors délais réglementaire (un retard de 42 jours) |
|   | Examen et vote du projet de loi de finances                        | Novembre décembre                  | Réalisée<br>Assemblée nationale a examiné et adopté à l'unanimité le Projet de Loi de Finances 2026, le 30 novembre 2025, et le Senat l'a adopté le 1 <sup>er</sup> décembre 2025 | Activité réalisée dans les délais réglementaires                    |
|   | Promulgation de la loi de finances adoptée                         | décembre                           | Réalisée<br>Le Président de la République, a signé le 17 décembre 2025 la Loi N°2025 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026                   | Activité réalisée dans les délais réglementaires                    |

## **Respect du calendrier budgétaire au quatrième trimestre 2025**

Au quatrième trimestre 2025, il était attendu conformément aux dispositions du Calendrier budgétaire la transmission du projet de loi de finances au parlement, l'examen et le vote du projet de loi de finances et la promulgation de la loi de finances adoptée.

### **A. Transmission du projet de loi de finances au parlement**

Conformément aux stipulations du Calendrier budgétaire, le Gouvernement est appelé à déposer au parlement au plus tard le 15 octobre de l'année N, le projet de loi de finances initial, y compris le rapport et les annexes explicatives y relatives.

Pour ce qui est de l'année 2025, le projet de loi de finances 2026 du Cameroun, d'un montant record de 8 816,4 milliards FCFA (+14 %), a été déposé à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 2025. Cette activité a été réalisée hors délais réglementaire, soit un retard de 42 jours.

### **B. Examen et vote du projet de loi de finances**

Le budget de l'Etat et des autres entités publiques est exécutoires dès le 1<sup>er</sup> Janvier de l'année N. A cet effet, le projet de loi de finances doit être examiné et voté par le Parlement avant le début de l'année N.

L'Assemblée nationale a examiné et adopté à l'unanimité le Projet de Loi de Finances 2026, le 30 novembre 2025, et le Senat a adopté ce même projet le 1<sup>er</sup> décembre 2025. Cette activité a été réalisée dans les délais réglementaires.

### **C. Promulgation de la loi de finance adoptée**

Après l'adoption du projet de loi de finances par le Parlement, le Président de la République procède à sa promulgation avant la fin de l'année.

En 2025, le Président de la République, a promulgué la loi de finances pour l'exercice 2026, le 17 décembre 2025 Cette loi N°2025/012 du 17 décembre 2025 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 a été promulguée dans les délais réglementaires.



I.2 RESPECT DES DATES CLES DE L'EXECUTION DU BUDGET EN 2025

Relativement au respect des dates clés de l'exécution du budget de l'Etat au cours de l'année 2025, il a été attendu au quatrième trimestre, le rapport trimestriel (au 3ème trimestre) d'exécution du budget, l'arrêt des engagements, l'arrêt des ordonnancements et la circulaire sur l'exécution de la loi de finances.

Dates clés de l'exécution du budget

|                   |  |   |   |  |
|-------------------|--|---|---|--|
| Phase d'exécution | Rapport trimestriel (au 3 <sup>ème</sup> Trimestre) d'exécution du budget (art 43) | 14 novembre (45 jours après la fin de chaque trimestre) | <b>Non-réalisée</b><br>Activité non-réalisée  | Activité non-réalisée                            |
|                   | Arrêt des engagements (art 45)   | 30 novembre   | <b>Réalisée</b><br>Le Ministre des finances à travers sa lettre circulaire du 30 octobre 2025 a fixé l'arrêt des engagements sur le budget de l'Etat et des autres entités publiques, de l'exercice 2025 au <b>21 novembre 2025</b>   | Activité réalisée dans les délais réglementaires |
|                   | Arrêt des ordonnancements (art 45)   | 31 décembre   | <b>Réalisée</b><br>Le Ministre des finances à travers sa lettre circulaire du 30 octobre 2025 a fixé l'arrêt des engagements sur le budget de l'Etat et des autres entités publiques, de l'exercice 2025 au <b>31 décembre 2025</b>   | Activité réalisée dans les délais réglementaires |
|                   | Circulaire sur l'exécution de la loi de finances (art 41)                          | 31 décembre   | <b>Réalisée</b><br>Le Ministre des Finances, a signé le <b>31 décembre 2025</b> , la circulaire portant, instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2026 | Activité réalisée dans les délais réglementaires |

A. Rapport trimestriel (au 3eme trimestre 2025) d'exécution du budget

Le Ministre en charge des finances est tenu de préparer et publier des rapports trimestriels d'exécution du budget au plus tard 45 jours après la fin de chaque trimestre.

Pour ce qui est de l'exercice 2025, le rapport d'exécution du budget au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 était attendu au plus tard le 14 novembre 2025. Ce rapport n'a pas été produit, faute de la disponibilité à temps des données d'exécution du budget.

## **B. Arrêt des engagements**

Aux termes des dispositions de l'article 45 du Calendrier budgétaire, le Ministre en charge des finances fixe la date d'arrêt des engagements du budget l'année N qui ne doit pas aller au-delà du 30 novembre de l'année N.

A cet effet, le Ministre des finances à travers sa lettre-circulaire du 30 octobre 2025 a fixé l'arrêt des engagements sur le budget de l'Etat et des autres entités publiques de l'exercice 2025, au 21 novembre 2025. Cette activité a été réalisée dans les délais réglementaires.

## **C. Arrêt des ordonnancements**

Conformément aux dispositions du Calendrier budgétaire, le Ministre en charge des finances fixe la date d'arrêt des ordonnancements du budget l'année N qui ne doit pas aller au-delà du 31 décembre de l'année N.

Le Ministre des finances à travers sa lettre-circulaire du 30 octobre 2025 a fixé l'arrêt des engagements sur le budget de l'Etat et des autres entités publiques de l'exercice 2025, au 31 décembre 2025. Cette activité a été réalisée dans les délais réglementaires.

## **D. Circulaire sur l'exécution de la loi de finances**

Conformément aux stipulations de l'article 41 du Calendrier budgétaire, le ministre en charge des finances produit une circulaire qui précise les conditions et procédures suivant lesquelles les recettes et dépenses seront respectivement mobilisées et exécutées au cours de l'année N+1.

En 2025, le Ministre des Finances, a signé le 31 décembre 2025, la circulaire portant, instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2026. Cette activité a été réalisée dans les délais réglementaires.

## **II. DIFFICULTES ET PERSPECTIVES**

### **II.1 DIFFICULTES**

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du calendrier budgétaire au cours de l'année 2025 demeurent essentiellement :

- le non-respect des délais de réalisation des étapes inscrites dans le calendrier budgétaire ;
- la non communication aux administrations et structures publiques du calendrier synthétique et détaillé de préparation du budget élaboré à l'issue de l'atelier bilan ;
- l'absence de communication sur les activités menées dans les sites web des administrations conformément aux dispositions du Code de Transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun;
- la lente remontée des informations.

### **II.2 PERSPECTIVES**

De manière générale, il est attendu en début de l'année 2026, le lancement officiel du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2026. Ce rituel présidé par le Ministre des finances permet de procéder de manière effective et efficace aux opérations de l'exécution du budget.

Le premier trimestre 2026 sera marqué par le début de la phase préparatoire. De manière précise, la revue des activités est attendue au 28 février. La revue des projets d'investissement public et la revue de la performance doivent être faites au plus tard le 31 mars 2026.

## **III. RECOMMANDATIONS**

### **III.1 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DE LA DGB-MINFI**

Pour mener à bien cette activité de suivi du calendrier budgétaire, il serait judicieux :

- d'organiser une session de sensibilisation des acteurs de premier plan sur l'exigence de production/élaboration/respect des engagements et rendez-vous inhérents au calendrier budgétaire.
- transmettre le calendrier synthétique et détaillé de préparation du budget aux administrations sectorielles et institutions constitutionnelles ;

- de saisir les différentes parties prenantes en début d'année à l'effet de leur rappeler les exigences liées au respect des délais prescrits ;

### **III.2 RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DES ADMINISTRATIONS SECTORIELLES ET INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES**

Dans le but d'assurer un partage efficace des informations et données budgétaires, il serait nécessaire de désigner des points focaux dans les administrations concernées afin de veiller à la transmission et à la publication des différents documents budgétaires une fois disponibles ;

## **CONCLUSION**

Au cours de **l'année 2025**, toutes les dix-neuf (19) activités attendues ont été réalisées, soit un taux de réalisation de 100%. Toutefois, cinq (05) activités seulement ont été réalisées dans les délais réglementaires, soit un taux de réalisation de 26,3%. Quatorze (14) activités ont été réalisées hors délais réglementaires. Un problème fondamental persiste, à savoir que ces activités accusent des retards considérables, les échéances prévues dans le calendrier budgétaire n'étant pas respectées. Par conséquent, ce mauvais fonctionnement est susceptible d'avoir des répercussions sur l'ensemble du processus d'élaboration du projet de loi de finances, y compris sa présentation au Parlement dans les délais impartis.

Par ailleurs, il faut relever que le calendrier synthétique et détaillé de préparation du budget de l'année qui est élaboré après l'atelier bilan n'est pas souvent communiqué aux organes constitutionnels, aux départements ministériels et aux autres entités publiques. Ceci constitue une entorse aux bonnes pratiques internationales liées à la transparence budgétaire et aux préconisations de l'article 14 de la loi N°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance qui prévoient qu'il est établi et rendu public, un calendrier budgétaire annuel de préparation du budget de l'Etat.

Des efforts restent donc à fournir pour le respect des délais de réalisations des activités qui concourent à la bonne préparation du budget de l'Etat. A cet effet, il serait donc indiqué de saisir les différentes parties prenantes à l'effet de leur rappeler les exigences liées au respect des délais prescrits.